

Publications de Valérie BERNAUD – Liste des publications depuis 2000

OUVRAGES SCIENTIFIQUES

Les droits constitutionnels des travailleurs, PUAM, 2003.

Code constitutionnel, dir. Renoux, de Villiers, Paris, Litec, 2004, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017

⇒ commentaire de l'ensemble des alinéas du Préambule de la Constitution de 1946 (sauf alinéas 9, 13 et 14)

La question prioritaire de constitutionnalité, pratique et contentieux, dir. Magnon, Paris, Litec, 2010 :

⇒ chapitres 2, 5 et 6.

ARTICLES

"La consécration du droit fondamental à l'eau, étude de droit comparé", Rev. française de droit constitutionnel, 2017.

"La participation saisie par le droit constitutionnel : entre faux espoirs et vraies déceptions", Dr. Social dec. 2015, p. 960.

"Difficultés et solutions dans l'approche constitutionnelle de la liberté contractuelle en droit du travail", Dr. Soc., jan. 2015, p.4.

"La QPC a-t-elle changé le visage du droit constitutionnel du travail?", Dr. Soc., avril, 2014.

"Le droit constitutionnel de la négociation collective", Lamy Négociation collective, 2014, 2016.

"Est-il pertinent de penser la représentation syndicale en fonction des critères relatifs à la représentation politique ?", Dr. Soc. 2013, p. 496.

"Droit constitutionnel social", en collaboration avec X. Prétot, Jcl. adm., 2013, fasc. 1443.

"Faut-il (encore)soulever des QPC en droit du travail ?", Dr. Soc. 2012, p. 458.

"Vers un renouvellement du droit constitutionnel du travail par les "décisions QPC" ?", Dr. Soc., 2011, p. 1011.

"Le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation et les questions prioritaires de constitutionnalité relatives au droit du travail", Dr. Soc., 2011, p. 141.

"La Cour de cassation face aux premières questions prioritaires de constitutionnalité en droit du travail : "la porte étroite" ?", en collaboration avec F. Petit, D. 2010, p. 2264.

"Question prioritaire de constitutionnalité et contentieux du travail", RJS, 2010, p. 339.

"Travail dominical : le Conseil constitutionnel sacrifie la protection du salarié sur l'autel de la consommation", Dr. Soc., 2009, p. 1081.

"De quelques apports " estivaux " du droit constitutionnel au droit du travail", Dr. Soc. 2009 p. 147.

- « Recodification ou décodification du droit du travail ? Le Conseil constitutionnel tranche... », Droit Social, Avril, 2008, p. 424.
- « Le Conseil constitutionnel et les franchises médicales. Une décision laconique pour une solution prévisible ... », Droit Social, Mars 2008, p. 366.
- « Commentaire de l'article 61-1 de la Constitution » (question préjudicielle de constitutionnalité), in La Constitution de la République française, sous la direction de G. CONAC, F. LUCHAIRE et X. PRETOT, Economica, 2008.
- « Commentaire de l'article 75-1 de la Constitution : Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France » in La Constitution de la République française, sous la direction de G. CONAC, F. LUCHAIRE et X. PRETOT, Economica, 2008.
- « Commentaire de l'article 66-1 de la Constitution : Nul ne peut être condamné à la peine de mort », in La Constitution de la République française, sous la direction de G. CONAC, F. LUCHAIRE et X. PRETOT, Economica, 2008.
- « La réforme du contrôle de constitutionnalité une nouvelle fois en question ? Réflexions autour des articles 61-1 et 62 de la Constitution proposés par le Comité Balladur », en collaboration avec M. FATIN ROUGE, Rev. fr. dr. constit., 2008.
- « La liberté de profession et d'établissement » et « La liberté syndicale, l'autonomie des partenaires sociaux, le droit de grève et de lock-out », in Fundamental rights in Europe and North America, sous la direction du pr. WEBER, 2008.
- « La nature particulière du droit de grève n'implique pas une protection constitutionnelle amoindrie », Droit Social, Décembre 2007, p. 1221.
- « Les droits constitutionnels des travailleurs au cœur de l'évolution du contrôle de constitutionnalité du Conseil d'Etat », in Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu, Paris, Dalloz, 2007, p. 1487.
- « Réforme du dialogue social : faut-il inviter le Conseil constitutionnel à la table des négociations ? », Droit Social, Février 2007.
- « Une substitution des partenaires sociaux au législateur est-elle concevable ? Remarques sur la participation des partenaires sociaux à l'élaboration des lois et des directives », Semaine Juridique éd. G, 2004, n°12, I, 118.
- « Le Conseil constitutionnel et l'embarrassant "principe de faveur" », Semaine sociale Lamy, 24 Février 2003, p.6.
- « Les avis du Conseil d'État relatifs aux conventions internationales en cours d'élaboration : un contrôle de constitutionnalité préventif méconnu », Petites Affiches, Juillet 2002, n° 145.
- « Le référé-suspension et la condition d'urgence », Revue française de droit administratif, 2002, n° 2.

NOTES ET CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE

« Panorama de jurisprudence constitutionnelle », Dalloz, 2005 à 2011.

"Droit social. Droit du travail", Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, 2013, p. 246.

"La loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers est conforme à la Constitution", Dr. Soc. 2012, p. 708.

"Droit social. Droit du travail", Les nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel, 2012, p. 200.

"Le Conseil constitutionnel et la réforme des retraites : une inertie discutable", Dr. Soc. 2011, p. 205.

"Le Conseil constitutionnel face au contentieux du handicap non décelé au cours de la grossesse", D., 2010, p. 1980.

Note sous la décision 2009-592 DC, « Loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie », Droit social, février 2010, p. 236.

"Loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie", Dr. Soc. 2010 p. 236.

"Le Conseil constitutionnel et la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009", Dr. Soc. 2009, p. 450.

"Le Conseil constitutionnel et les " franchises médicales " : une décision laconique pour une solution prévisible", Dr. Soc. 2008, p. 366.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2004-507 DC du 9 décembre 2004, « Loi portant diverses dispositions relatives au sport professionnel », Revue française de droit constitutionnel, 2005, p. 583.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2004-494 DC du 29 avril 2004, « Réforme du dialogue social », Revue française de droit constitutionnel, 2004, p. 633.

Notes sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2002-464 DC du 27 décembre 2002, " Loi de finances pour 2003 ", Actualité juridique de droit administratif, avril 2003 et Dalloz, 2003, sommaires commentés, mai 2003.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2002-461 DC du 29 août 2002, " Loi d'orientation et de programmation pour la justice ", Annuaire international de justice constitutionnelle, 2002.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2002-460 DC du 22 août 2002, " Loi d'orientation et de programmation sur la sécurité intérieure ", Annuaire international de justice constitutionnelle, 2002.

Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2002-455 DC du 12 janvier 2002, " Loi de modernisation sociale ", Annuaire international de justice constitutionnelle, 2002.

Notes sous la décision du Conseil constitutionnel n° 99-423 DC du 13 janvier 2000, " Loi sur les trente-cinq heures (II) ", Revue française de droit constitutionnel, 2000 et Dalloz, 2001, sommaires commentés, p. 1837.